

4 février 1977

Confidentielle

N o t e à Monsieur Ch. Grossenbacher, chef du Groupement
de l'armement, DMF

Copie à MM. le Conseiller fédéral Brugger
le Directeur Jolles
C. Caratsch, Division politique I, DPF *Lo.*
Ambassade de Suisse, Vienne
Bl, So

Vente du char 68 à l'Autriche

Mes entretiens du 2 février 1977 à Vienne avec:

- l'Ambassadeur Reisch (R), Ministère des affaires étrangères
- le Chef de section Meisl (M), Ministère du commerce
- le Chef de Cabinet du Chancelier Kreisky, Gehart (G).

Le but de ces entretiens (avec des personnes que je connais de longue date) était de faire un tour d'horizon général sur des problèmes d'intérêt commun, sans nécessairement parler du char. R, G et M sont toutefois venus eux-mêmes sur la question. Voici l'essentiel de leurs propos.

1. R insiste pour qu'à ce stade aucune mention ne soit faite à la presse sur la question, afin d'éviter que l'on puisse en Autriche faire un lien quelconque avec l'affaire Lütgendorf.
2. M fait part de son optimisme dans la question de la compensation. Les propos du Chef de l'armement, lors du déjeuner du 1er février à l'Ambassade, ont fait grande impression au Ministre Staribacher. Une brève séance tenue immédiatement après le lunch entre Staribacher, Wanke et M a débloqué la situation pour les pourparlers de l'après-midi. La réunion du 16 février devrait permettre de convenir définitivement d'un texte pour l'"Absichtserklärung".

M a toutefois voulu prendre note en détail de tous les arguments positifs de notre approche pour pouvoir - également de son côté - les utiliser dans des discussions internes et avec les milieux économiques.

3. La conversation la plus intéressante a été celle avec G. Elle a démontré que le Chancelier Kreisky était parfaitement au courant de l'affaire (ce qu'il a du reste confirmé le soir même à l'Ambassadeur Keller en se référant aux résultats de notre mission).

Quant à l'issue de l'affaire Lütgendorf, G est d'avis que cela va dépendre exclusivement de l'enquête en cours. S'il est prouvé que le Ministre a une responsabilité directe dans l'exportation de fusils vers la Syrie, il ne pourra pas rester au Gouvernement. Dans le cas contraire, aucun changement du portefeuille de la défense devrait avoir lieu. En effet, la Chancellerie a toujours poursuivi une politique tendant à associer des milieux non socialistes dans le Gouvernement pour en élargir l'appui dans l'opinion publique. Il s'agit de personnes "liberaler Weltanschauung" non liées à un parti déterminé. C'est actuellement le cas pour Lütgendorf et Pahr. Il n'y a donc pas de problème Kreisky Lütgendorf, comme les "jeunes socialistes" veulent le faire croire.

Les obstacles possibles à l'heureux aboutissement de l'achat du char sont selon G de double nature. Le premier est celui de caractère budgétaire. Les moyens à la disposition du Ministère de la défense sont limités. C'est au Ministre de la défense à choisir ses priorités: l'actuel l'a fait en faveur du char suisse 68; s'il devait y avoir un nouveau ministre avant la conclusion du contrat, les priorités pourraient éventuellement changer! La question de la répartition dans les années des engagements financiers du dicastère de la défense dans l'affaire du char est donc importante au point de vue du budget.

Ceci m'a amené à informer G de notre attitude positive à l'égard du financement de l'opération, ce dont il n'avait pas connaissance; il considère cet aspect de la question comme un élément de plus en faveur de l'aboutissement du contrat.

- 3 -

Le second obstacle réside dans l'attitude de la firme Steyr-Daimler-Puch, qui est indirectement contrôlée par l'Etat (à travers un paquet d'actions de plus de 60 % de propriété des banques nationalisées). Cette industrie se considère particulièrement lésée par l'achat du char à l'étranger. Elle a une grande influence au niveau gouvernemental (le vice-chancelier Androsch, Ministre des finances, en est le président du Conseil d'administration) et passe actuellement un moment difficile (les discussions pour une coproduction d'autos avec Porsche sont toujours en cours, tandis que la vente à la Syrie (!) de 2000 "Pinzgauer" pour 3,4 milliards de Shillings semble pouvoir se réaliser). G souligne que pour la compensation, il faudrait surtout soigner - dans le stade actuel - la firme Steyr, même si le Ministre Staribacher - vu sa fonction de chef du dicastère de l'industrie - doit être plus prudent et tenir compte des intérêts de l'industrie autrichienne dans son ensemble.

4. En conclusion, G me fait comprendre que la décision dans l'opération char sera au dernier lieu influencée de façon déterminante par le Chancelier lui-même.

C. Sommaruga